

COLLEGE LES MASCAREIGNES - RÈGLEMENT INTÉRIEUR -
Préparé par les réunions du CVC le 16 février et du conseil pédagogique le 11 avril 2022
☞ Modifié par le Conseil d'Administration 14 avril 2022

→ Le présent règlement intérieur, établi par la communauté scolaire et adopté par le Conseil d'Administration, se veut un contrat de vie auquel adhèrent tous les membres de la communauté scolaire. Il a pour objectif de permettre à chacun de trouver sa place à l'intérieur du collège dans un climat de respect mutuel. Il vise l'épanouissement des jeunes qui fréquenteront ce lieu d'éducation et de formation et leur préparation harmonieuse à leurs futures responsabilités de citoyens.

→ L'inscription d'un élève au collège implique la pleine acceptation de ce règlement intérieur.

→ Le règlement intérieur fixe les modalités de la vie dans l'établissement. Il peut être modifié par le conseil d'administration. Il est conforme à la circulaire n° 2011-112 du 1-8-2011 publiée au BO spécial n°6 du 25 août 2011.

→ Toute activité organisée par le collège est soumise au règlement intérieur, qu'elle se déroule ou non dans son enceinte.

I - PRINCIPES DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

I - A - LIBERTE D'ENSEIGNEMENT

Les professeurs organisent leur enseignement conformément aux instructions officielles publiées par le ministère. Il leur appartient de mettre en œuvre les modalités pédagogiques destinées à faire acquérir connaissances et compétences aux élèves. Nul ne peut se soustraire aux enseignements dispensés en vertu de convictions individuelles.

I - B - GRATUITE

L'enseignement dispensé est gratuit. L'établissement fournit le matériel à usage collectif ainsi que les manuels scolaires. En revanche, il est demandé aux familles d'acquiescer les fournitures individuelles mentionnées sur une liste donnée en fin d'année scolaire ou lors de l'inscription, et de veiller à leur renouvellement si besoin.

I - C - NEUTRALITE

La neutralité politique et philosophique s'impose aux adultes comme aux élèves de l'établissement. Elle est garante du respect des convictions de chacun.

I - D - LAÏCITE

Le respect des croyances des élèves et de leurs parents implique pour les personnels et les élèves l'absence d'instruction religieuse dans les programmes, la neutralité des personnels en matière de convictions religieuses et l'interdiction du prosélytisme pour tous.

Conformément aux dispositions de l'article L.141-5-1 du Code de l'Éducation et de la loi n°2004-228 du 15 mars 2004, et en vertu de principe de laïcité, le port de signes ou de tenue par lesquels les élèves ou les adultes manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit dans les écoles, les collèges et les lycées publics. Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée, le chef d'établissement organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010, entrée en vigueur le 11 avril 2011, au collège comme dans tous les lieux publics, nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage.

I - E - OBLIGATION SCOLAIRE

Les élèves sont tenus de participer au travail scolaire, de respecter les horaires d'enseignement, ainsi que le contenu des programmes et les modalités de contrôle de connaissances. Un élève ne peut en aucun cas refuser d'étudier certaines parties du programme de sa classe, ni s'absenter de certains cours, sauf cas de force majeure ou autorisation exceptionnelle.

L'absentéisme volontaire constitue un manquement à l'assiduité et peut, à ce titre, faire l'objet d'une procédure disciplinaire

II ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT

II - A - LES HORAIRES

MATIN		APRES MIDI	
7h15	entrée des élèves	13h15	entrée des externes
07h25	Mise en rang	13h30	Mise en rang
07h30 - 08h25	M1	13h35 – 14h30	S1
08h30 - 09h25	M2	14h35 – 15h30	S2
09h25 - 09h40	Récréation	15h30 – 15h40	Récréation
09h40 - 10h35	M3	15h40 – 16h35/17h**	S3
10h40 - 11h35/12h05*	M4		

*en cas de cours durant 1h30

** lundi, mardi, jeudi et vendredi en cas d'activités pédagogiques facultatives

N.B. : Le mercredi de 12h30 à 14h30, des activités pédagogiques peuvent être organisées (retour des élèves à la charge des responsables légaux)

II - B - MOUVEMENTS DES ELEVES

II – B – 1 – A l'intérieur de l'établissement :

Toute circulation d'élève reste interdite pendant les heures de cours, sauf nécessité absolue (à l'appréciation du professeur).

Les élèves quittent la salle à la fin du cours après autorisation du professeur.

Pendant les temps de pause, aucun élève n'est autorisé à rester dans les couloirs, ni devant les salles de cours, ni dans les escaliers. **Il est strictement interdit de courir dans l'établissement.**

II – B – 2 – Autorisation de sortie :

Pour des raisons de sécurité, les élèves ne sont pas autorisés à quitter l'établissement pendant une heure de permanence située au milieu d'une demi-journée.

Les élèves externes doivent **obligatoirement** quitter l'enceinte du collège pendant la période de fonctionnement de la demi-pension.

Les élèves demi-pensionnaires n'ont pas l'autorisation de sortir le midi. Ils peuvent quitter l'établissement après le dernier cours de leur emploi du temps de l'après-midi ou après le repas s'ils n'ont pas cours l'après-midi sur autorisation des responsables légaux.

A titre exceptionnel, le responsable légal peut récupérer son enfant demi-pensionnaire pendant la pause déjeuner. Il se présentera alors **obligatoirement** au bureau de la Vie Scolaire afin de signer la décharge de responsabilité.

III- LES DROITS ET LES OBLIGATIONS DES ELEVES

III - A - LES DROITS DES ELEVES

III - A - 1 Le droit de disposer de représentants :

Deux délégués de classe et deux suppléants sont élus dans les 6 premières semaines qui suivent la rentrée scolaire par leurs camarades. Ils ont pour mission d'assister aux conseils de classe et de maintenir une liaison constante entre les élèves d'une part, les professeurs et la direction d'autre part.

Des élections sont également organisées au sein des délégués de classe pour élire les représentants des élèves au conseil d'administration. Les élus au conseil d'administration ont pour mission de participer aux décisions prises dans le cadre du fonctionnement de l'établissement.

Des représentants au conseil de la vie collégienne sont élus parmi l'ensemble des élèves de chaque niveau (3 titulaires et 3 suppléants par niveau). Le CVC est consulté sur différents projets ayant trait à la vie de l'établissement

et peut également faire des propositions.
Un éco-délégué est élu dans chaque classe.

III - A - 2 - Le droit d'expression :

Les élèves du collège disposent des droits d'expression collective, d'association et, par l'intermédiaire de leurs représentants, du droit de réunion.

L'expression collective s'exerce par le biais des délégués élèves. L'affichage est un support de cette expression. Après accord du chef d'établissement, le document devra mentionner clairement l'identité de son auteur avant d'être affiché.

Il est à noter qu'en cas d'atteinte aux droits d'autrui ou à l'ordre public, le chef d'établissement peut suspendre ou interdire la diffusion de la publication.

Le droit de réunion s'exerce également par l'intermédiaire des délégués, en dehors des heures de cours. Le chef d'établissement doit être informé des réunions prévues et son accord est indispensable.

III - A - 3 - Le droit à l'information :

Le droit à l'information s'exerce par le biais de réunions des délégués élèves, par affichage, par différents services du collège (exposition, CCC, revue, site du collège, ...).

III – A – 4 - La prévention et la lutte contre le harcèlement à l'Ecole :

Elles constituent une priorité. Les élèves, parents, professionnels peuvent appeler si besoin le **3020** (service et numéro d'appel gratuits). Il existe également :

- un site internet "Non au harcèlement" (<https://www.education.gouv.fr/non-au-harcelement>)
- une page Facebook (<https://www.facebook.com/nonauharcelementalecole>) qui proposent toutes les informations et les outils utiles.

L'ensemble des personnels est chaque jour à l'écoute des élèves. En cas de difficulté rencontrée, les élèves sont invités à en parler plus particulièrement avec les conseillers principaux d'éducation, leurs professeurs ou l'infirmière.

III – A – 5 – Besoins éducatifs particuliers :

Il existe des aménagements possibles pour répondre à certains besoins spécifiques des élèves. Ces aménagements se font en concertation avec les parents et la communauté éducative :

- Projet d'Accueil Individualisé (PAI): concerne les maladies chroniques, les intolérances alimentaires et les allergies
- Programme Personnalisé de Scolarisation (PPS): concerne les aménagements liés à une situation de handicap
- Plan d'Accompagnement Personnalisé (PAP) : concerne les aménagements pédagogiques liés aux troubles des apprentissages (exemples : dyslexie, dys...)
- Programme Personnalisé de Réussite Educative (PPRE): concerne les aménagements liés à la pédagogie différenciée

Chaque élève dispose également de droits individuels :

- 1 - respect de son intégrité physique
- 2 – respect de son image : pour toute photographie et tout enregistrement vocal et/ou d'image, l'établissement devra obligatoirement faire une demande écrite aux responsables légaux.
- 3 - respect de sa liberté de conscience
- 4 - respect de son travail
- 5 - respect de ses biens
- 6 - respect de sa liberté d'expression dans un esprit de tolérance et de respect d'autrui

III - B LES OBLIGATIONS DES ELEVES

Les élèves ont aussi des obligations :

- 1 - le respect du règlement intérieur
- 2 - l'assiduité : la présence au cours est obligatoire. Cette obligation consiste pour l'élève, à participer au travail scolaire et aux dispositifs d'accompagnement qui le concernent. L'élève est tenu de respecter les horaires d'enseignements définis par son emploi du temps et à se soumettre aux modalités de contrôles de connaissances.
- 3 - la ponctualité : les élèves sont tenus d'arriver à l'heure en cours. **Aucun retard aux interclasses, dont le motif n'est pas recevable, ne sera toléré.**
- 4 - les élèves doivent être en possession du matériel exigé par les enseignants pendant les heures de cours : cahiers, manuels, livres, effets scolaires...
- 5 - le travail : les élèves sont tenus d'accomplir les travaux écrits et oraux qui leur sont demandés par les

professeurs, notamment le travail à faire à la maison (obligatoirement consigné dans le cahier de texte). La salle de permanence est un lieu d'études. Tout élève est tenu d'y travailler.

6 - le respect d'autrui : L'élève doit le respect aussi bien à l'ensemble des adultes de l'établissement, qu'aux autres élèves et aux personnes extérieures à l'établissement. Les règles relatives à la politesse ainsi qu'à la tenue vestimentaire doivent être observées. Toute personne dans l'établissement a droit au respect de son intégrité physique et de ses opinions personnelles. Celles-ci ne doivent en aucun cas s'imposer aux autres par la force.

7 – la tenue vestimentaire : Les élèves, garçons comme filles, doivent porter une tenue correcte et appropriée à un établissement scolaire accueillant des mineurs, c'est-à-dire une tenue décente et respectueuse pour soi et pour autrui : pas de jupes ni de shorts trop courts, pas de hauts trop échancrés, courts ou transparents, ou à épaules dénudées. Pas de débardeur type « marcel » et de tenue laissant apparaître les sous-vêtements. Pas de robes moulantes et courtes... Les pantalons avec des trous au-dessus des genoux ne sont pas autorisés. Les bijoux et piercing ne sont pas autorisés en cours d'EPS pour des raisons de sécurité.

Le port de la casquette est accepté uniquement en extérieur. Le port de lunettes de soleil et des écouteurs n'est pas autorisé dès l'entrée dans l'établissement.

En cas de tenue jugée non conforme par un personnel de l'établissement, le collège se réserve le droit d'appeler la famille pour qu'elle rapporte une tenue adéquate ou de demander à l'élève de revêtir un t-shirt fourni par l'établissement. Ce t-shirt devra être rapporté dans le même état, c'est-à-dire propre et repassé, ou, en cas de dégradation ou de non restitution, remboursé par le représentant légal de l'élève au tarif voté par le conseil d'administration.

8 - le respect du matériel : l'établissement mobilise tous ses moyens afin d'améliorer le cadre de travail et de vie de chaque usager du collège. Toute dégradation de matériel fera l'objet de réparation de la part de l'élève fautif. En cas de nécessité, une facture sera adressée aux responsables de l'élève concerné, selon les modalités votées en conseil d'administration.

9 - la protection de l'environnement ; les élèves doivent garder propre les espaces de vie de leur collège, en respectant les consignes d'utilisation des locaux et des installations (notamment l'utilisation des poubelles...).

III - C - LES INTERDICTIONS

Il est rappelé que sont interdits :

1 - toute forme de violence verbale, physique ou morale, tous les jeux dangereux (jeux brutaux, imitations de combats, jets de projectiles, courses dans les coursives, les escaliers et dans la cour) dans l'établissement, et lors des entrées et sorties de l'établissement, à ses abords immédiats,

2 - toute discrimination, notamment fondée sur le sexe, la religion, l'origine ethnique,

3 - tout comportement susceptible de constituer une pression sur autrui (intimidations, brimades, menaces, harcèlement, y compris celui fait par le biais d'Internet, etc.), de porter atteinte à autrui (vols, dégradations, rackets, coups, insultes, attitudes exhibitionnistes et/ou violences à caractère sexuel, à caractère raciste, etc.) ou de troubler l'ordre dans l'établissement, à ses abords immédiats est interdit et passible de sanctions disciplinaires,

4 - toute attitude perturbatrice ou provocatrice envers les membres de la communauté scolaire dans l'enceinte du collège ou dans le cadre des activités qu'il organise, que celles-ci se déroulent ou non dans la classe,

5 - tout manquement aux obligations de sécurité

Article 223-1 du code pénal: « le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende »,

6 - toute dégradation de matériel (graffiti, tags, extincteur, déclencheur manuel, etc.) ou vol des biens publics ou des biens appartenant à autrui : en cas de manquement, la responsabilité des parents sera engagée pour le remboursement des dégâts occasionnés,

7 - tout comportement visant délibérément à porter atteinte à la santé et/ou à la vie d'autrui (refus répété d'appliquer les consignes de sécurité dans le cadre de la lutte contre la propagation de maladies graves),

8 - l'introduction dans le collège de toute arme et de tout objet pouvant provoquer des blessures ou dommages,

9 - l'usage de tout objet pouvant provoquer des nuisances sonores ou autres (baladeur MP3, MP4 ou tout matériel HI-FI ou multimédia, ainsi que pétards, baskets à roulettes, etc.),

10 - l'utilisation des téléphones portables : devenus des objets multimédia dont l'usage a entraîné des désordres et des atteintes au droit des personnes (non-respect du droit à l'image, happy slapping, etc.) l'utilisation de téléphones mobiles est interdite au sein de l'établissement, conformément à l'article L. 511-5 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 modifiée par la loi n°2018-698 du 03 août 2018, qui précise que « l'utilisation du téléphone portable et de tout autre équipement terminal de communications électroniques est interdite dans l'enceinte des écoles et des collèges ».

Les infractions à cette règle donneront lieu à un retrait temporaire et à une convocation des responsables légaux pour restitution dans la journée même.

Seule l'utilisation dans un cadre pédagogique, sous la responsabilité stricte d'un adulte de l'établissement,

avec une durée clairement limitée dans le temps, est susceptible d'être autorisée,

- 11 - la consommation de tout aliment et de chewing-gum en salle de cours,
- 12 - tout objet (les aérosols, les objets contondants, etc.) ou produit dangereux, y compris les médicaments : ces derniers doivent être confiés à l'infirmerie,
- 13 – l'introduction de produits et objets dangereux,
- 14 – l'introduction et la consommation de tabac, d'alcool, de boisson énergisante ou gazeuse, ou de tout produit stupéfiant,
- 15 - les manifestations ostensibles de tendresse dans l'établissement, le collège n'étant pas le lieu des effusions amoureuses.

IV- LES REGIMES

IV - A LES DEMI-PENSIONNAIRES

L'inscription à la demi-pension se fait sur demande écrite des parents. Elle est valable pour l'année scolaire. Tout changement de régime doit faire l'objet d'un courrier adressé au Chef d'établissement 15 jours avant le début du trimestre suivant. Aucune radiation ne pourra être prise en compte en cours de trimestre.

Le montant de la demi-pension est un montant forfaitaire annuel divisé en 3 trimestres inégaux. Les tarifs de la restauration scolaire sont fixés par le Conseil Départemental de la Réunion. Les frais sont payables dès réception de la facture soit par chèque libellé au nom de l'Agent comptable du Collège les Mascareignes soit en espèces et remis au bureau du Secrétariat de Gestion dans les délais prescrits. En cas de non-paiement dans les délais prescrits, l'exclusion temporaire ou définitive de la demi-pension sera prononcée après avis aux familles concernées.

Les remises d'ordre sont attribuées aux élèves demi-pensionnaires dans les cas suivants :

- de plein droit en cas d'exclusion définitive, de changement d'établissement, de stage en entreprise, de service non assuré, lors d'absences dues à la participation des voyages scolaires, ainsi que de décès.
- Attribution à la demande écrite de la famille : lors d'une absence d'au moins 7 jours consécutifs pour maladie, sur présentation d'un certificat médical.

Le fonds social des cantines peut être sollicité pour la prise en charge de tout ou partie des frais de demi-pension pour les familles qui rencontrent des difficultés (s'adresser à l'Assistante sociale, les CPE ou le Principal).

La demi-pension est un service de la collectivité et n'a pas un caractère obligatoire. Le matériel et les locaux doivent être respectés pour le confort de tous ainsi que les règles de discipline, d'hygiène et de sécurité. Les élèves s'engagent à respecter et à faciliter le travail des personnels de service.

La politesse et le respect envers le personnel et les autres élèves s'imposent.

Tout manquement à ces principes peut, soit entrainer une observation, soit entrainer une exclusion temporaire ou définitive de l'élève de la demi-pension.

IV - B LES EXTERNES

L'élève externe doit quitter l'établissement entre le dernier cours du matin et le premier cours de l'après-midi. Sur ce créneau, l'établissement est dégagé de toute responsabilité concernant ces élèves. Aucun sandwich ne sera accepté dans l'établissement pendant le temps de la pause déjeuner. Par ailleurs, aucune présence d'élève externe ne sera tolérée aux abords du collège. Il appartient à la famille de s'organiser pour que l'élève soit pris en charge.

En cas de besoin, l'élève a la possibilité d'acheter un ticket auprès du service de gestion. Le tarif de ce ticket est fixé chaque année par le conseil départemental et voté en conseil d'administration.

IV - C LE TRANSPORT SCOLAIRE

Un service de transport scolaire est organisé et géré par la CINOR. Il est exécuté par des sociétés privées. La responsabilité de l'organisation générale incombe donc à ces deux partenaires. Toute réclamation est à adresser directement aux services concernés.

L'élève soumis au ramassage scolaire doit obligatoirement être présent dans l'établissement à 07h15, qu'il ait cours ou non. Il se rendra obligatoirement en salle de permanence où sa présence sera contrôlée. Le responsable qui souhaite déposer son enfant qui commencerait plus tard que 07h30 devra informer la Vie Scolaire par écrit.

Un ramassage est mis en place à 12h30, 15h30 et 16h35 afin de permettre aux élèves de regagner, selon leur emploi du temps, leur domicile. **Les élèves transportés doivent impérativement prendre leur bus après la dernière heure de cours de la journée.** Ils ne sont pas autorisés à stationner aux abords de l'établissement.

V - ORGANISATION DE LA VIE SCOLAIRE

V - A - LES ABSENCES

Conformément aux dispositions de la loi n° 2010-1127 du 28 septembre 2010, visant à lutter contre l'absentéisme scolaire, et aux articles L131-1 à L 131-12, du Code de l'Education, il est rappelé que toute absence doit être signalée téléphoniquement aux services de la vie scolaire, au plus vite (le jour-même), puis régularisée par écrit grâce à un billet dûment rempli par la famille qui sera présenté par l'élève bien avant le début des cours dès son retour dans l'établissement .

Pour toute absence prévisible de plus de 48 heures (ou 4 demi-journées), le responsable légal doit adresser un courrier au chef d'établissement.

Aucun élève sans justificatif ne peut être autorisé à rentrer en classe après une absence sans s'être présenté au CPE. En cas d'absence non excusée, l'élève pourra être suspendu de cours. Il ne sera autorisé à reprendre les cours qu'après entretien avec la famille. Des absences répétées ou injustifiées peuvent entraîner des sanctions disciplinaires ou des sanctions pénales. Les absences sont signalées aux familles par SMS afin qu'elles régularisent celles-ci.

Rappel : « Le fait, pour l'un ou l'autre parent d'un enfant soumis à l'obligation scolaire ou pour toute personne exerçant à son égard l'autorité parentale ou une autorité de fait de façon continue, après avertissement donné par le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie et mise en œuvre des procédures définies à l'article R. 131-7 du code de l'éducation, de ne pas imposer à l'enfant l'obligation d'assiduité scolaire sans faire connaître de motif légitime ou d'excuse valable ou en donnant des motifs d'absence inexacts est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe. » Article R624-7 du Code Pénal

V - B - LES RETARDS

En cas de retard à 7h30 ou 13h30, l'élève doit se présenter à la vie scolaire pour justifier celui-ci. Après trois retards, l'élève sera puni (une heure de retenue ou plus). Les retards à l'intercours seront punis d'une heure de retenue. En cas de retards répétés, une sanction disciplinaire sera prise.

Tout retard supérieur à 15 minutes pour une heure de cours sera considéré comme une absence. L'élève sera pris en charge par la Vie Scolaire et les parents devront fournir un justificatif d'absence.

V - C - LA SALLE DE PERMANENCE

La salle de permanence est une salle de travail qui accueille les élèves qui ne sont pas pris en charge par un professeur. L'établissement s'efforce d'améliorer ce cadre de travail. Il est attendu des élèves le respect de cet espace et des consignes qui y sont dictées.

Les élèves souhaitant se rendre au CDI ou en salle informatique doivent obligatoirement obtenir l'autorisation de l'Assistant d'Education en charge de la salle de permanence.

V - D - LE CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION

Le CDI est un lieu ouvert aux élèves, aux professeurs et à l'ensemble de la communauté éducative, selon des horaires préalablement déterminés. C'est un espace de travail, de lecture et d'ouverture culturelle. Il est géré par un professeur documentaliste.

Pendant une heure de permanence, l'accès au CDI est soumis à l'autorisation de l'Assistant d'Education ayant en charge la salle d'étude.

V - E - EN CAS D'ABSENCE D'UN PROFESSEUR

En cas d'absence d'un professeur en fin de demi-journée, les élèves pourront quitter l'établissement uniquement si les responsables légaux les y autorisent d'une façon permanente **et par écrit**. Les horaires de sorties sont prévues à 11h35 / 12h.05 / 12h35 (demi-pensionnaires transportés) / 15h35 / 16h35, et 17h pour les élèves inscrits à des activités facultatives. Les sorties frauduleuses exposent l'élève à une sanction disciplinaire.

V - F - L'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

L'EPS est une discipline à part entière, ce qui implique la participation de tous les élèves aux cours. Les élèves doivent obligatoirement se présenter avec leur tenue de sport appropriée (short de sport, Tee-shirt, maillot et slip de bain, lunettes de natation, chaussures de sport correctement attachées, et une tenue de rechange).

Il est fortement recommandé de se munir d'une casquette, de crème solaire ainsi que d'une petite bouteille d'eau pour les sports de plein air. Il est strictement interdit aux élèves de consommer toutes denrées alimentaires (exemples : bonbons, chewing gum, ...) durant le cours.

Le port de bijoux ou autres objets personnels en cours d'EPS est strictement interdit. Les élèves peuvent se doucher après le cours d'EPS. Les cheveux longs (filles ou garçons) doivent être obligatoirement attachés.

- Demande de dispense

On distingue trois types de dispense en EPS :

- la dispense exceptionnelle pour une séance : elle est faite à la demande des parents par l'intermédiaire du carnet de liaison. L'élève doit obligatoirement se présenter avec sa tenue de sport, assister et participer au cours d'EPS.
- la dispense de moins de trois mois : elle nécessite un certificat médical et un passage préalable à l'infirmerie. L'élève doit se mettre en tenue d'EPS et assister au cours, sauf situation particulière (le professeur prendra alors les décisions qui s'imposent).

- la dispense de plus de trois mois : elle nécessite une rencontre avec le médecin scolaire de l'établissement. L'élève doit assister au cours sauf avis contraire du médecin, ou du professeur d'EPS si la sécurité de l'élève ne peut être assurée.

N.B. : L'élève dispensé de piscine assiste normalement au cours sauf avis contraire du médecin ou si les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour l'élève.

V - G - L'UTILISATION DE BIENS PERSONNELS

Ils doivent être marqués par leur propriétaire. Par précaution, il est demandé aux parents de ne pas envoyer leurs enfants au collège avec des sommes d'argent importantes ou des objets de valeur. Il est rappelé que le collège ne peut être tenu pour financièrement responsable des pertes, échanges ou vols éventuels. Chaque élève demeure personnellement responsable des objets qui lui appartiennent.

V - H - LE SERVICE INFIRMIER

A chaque début d'année scolaire, pour les enfants présentant un problème médical, quel qu'il soit, déjà connu ou pas, les parents doivent rencontrer directement l'infirmière pour l'en informer et/ou lui adresser un certificat médical récent sous pli confidentiel. Pour les enfants bénéficiant déjà d'un PAI les années précédentes, les parents devront adresser, sous pli confidentiel, un nouveau certificat médical récent (avec ou sans ordonnance jointe) dès les premiers jours de la rentrée. Aucun PAI ne sera pris en compte sans ce nouveau certificat de renouvellement.

En cas d'urgence médicale, l'établissement fait appel au SAMU (15) et avertit les parents. L'élève souffrant de petite(s) blessure(s), ou de malaise sera pris en charge par l'infirmière selon le protocole établi par le collège : à l'infirmerie en-dehors des heures de cours, dans le cours en cas d'accident ou d'urgence visible. Si l'infirmière n'est pas présente dans l'établissement, le service Vie Scolaire assure la prise en charge.

Pour toute consultation de l'infirmière, l'élève devra se présenter avec son carnet de liaison comportant la fiche d'urgence dûment remplie, ainsi que la date de la dernière vaccination Diphtérie Tétanos Polio effectuée (obligatoire).

En aucun cas les élèves ne doivent avoir de médicaments sur eux. Pour tout traitement médical exceptionnel de courte durée, l'élève doit se présenter au collège à l'infirmerie, ou en l'absence de l'infirmière, à la vie scolaire, avec l'ordonnance médicale, les médicaments pour la journée et une autorisation écrite des parents,.

Exception : les élèves qui font l'objet d'un PAI dûment signé par le médecin traitant, les parents et l'établissement.

Si l'élève présente des troubles de santé ou des douleurs avant de venir au collège, les familles veilleront à prendre les mesures nécessaires avant de l'envoyer en cours.

Tout élève dispensé d'EPS devra systématiquement remettre son certificat médical à l'infirmière qui informera la vie scolaire. Pour les certificats médicaux de plus de 3 mois, l'enfant sera convoqué par la suite, à une visite médicale avec le médecin scolaire. Il convient d'avertir le professeur d'EPS en cas d'asthme, de problème cardiaque, etc.

Par mesure d'hygiène, les familles veilleront à ce que les élèves aient dans leur cartable un paquet de mouchoirs en papier, et, pour les filles, des protections périodiques.

V - I - LES CASIERS

Les casiers sont destinés aux élèves ayant un problème de santé nécessitant un aménagement particulier. Leur nombre étant limité, les élèves pourront se voir proposer d'en partager un avec un camarade. Les familles veilleront à fournir un cadenas qui reste la propriété de l'élève. L'établissement décline toute responsabilité quant aux pertes ou vols éventuels.

L'accès aux casiers est autorisé uniquement pendant les temps de pause (récréations, début et fin de la pause déjeuner).

VI – RELATIONS AVEC LES FAMILLES ET RECEPTION DES PARENTS

VI - A – REPRESENTATION DES PARENTS

Les parents d'élèves sont représentés dans les différentes instances de l'établissement dont le Conseil d'Administration. Des élections des représentants des parents d'élèves sont organisées eu début de l'année scolaire.

VI - B - COMMUNICATION AVEC LES FAMILLES

La direction, le/la conseiller(e) principal(e) d'éducation, le psychologue de l'Education Nationale spécialité "éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle", l'assistant(e) social(e), les professeurs, reçoivent les parents sur rendez-vous. Les familles peuvent joindre l'établissement par téléphone au 02 62 97 79 20 de 7h. à 16h.30, par le biais du carnet de correspondance, ou de PRONOTE.

Toute personne étrangère extérieure à l'établissement (parent, visiteur) est tenue de se présenter à la loge avec une pièce d'identité et d'indiquer l'objet de sa venue. L'agent d'accueil l'oriente ensuite vers le service concerné où elle se présente obligatoirement soit aux surveillants (Vie scolaire), soit au secrétariat (Direction). En cas de rendez-vous avec un professeur, ce dernier se charge de venir accueillir le parent à la loge.

Il est formellement interdit à une personne extérieure à l'établissement de faire irruption dans une salle de classe, en salle des professeurs, à l'infirmerie, dans le bureau de la gestionnaire ou dans celui du Chef d'établissement pour être reçue séance tenante (art. 431-22 du Code Pénal). Elle doit obligatoirement passer par la Vie scolaire ou le Secrétariat.

Il est également formellement interdit à une personne extérieure à l'établissement de prendre à partie un élève dans l'enceinte du collège pour régler un conflit directement avec lui. Il est obligatoire de prendre contact avec le/la Conseiller(e) Principal(e) d'Education ou le professeur selon la situation.

Tout changement de situation familiale, tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone doit être signalé dans les plus brefs délais.

VI – C – AIDES AUX FAMILLES

1) Paiement de la demi-pension / Le fonds social des cantines :

Pour les élèves boursiers, le montant des frais de demi-pension est déduit de la bourse.

Pour tous les élèves, qu'ils soient boursiers ou non, en cas de difficulté pour payer la demi-pension, la famille peut faire une demande d'aide financière auprès de l'assistante sociale (téléphone : 02 62 97 79 20 ; courriel : ce.9741044s@ac-reunion.fr).

2) Le fonds social collégien :

Lorsque la famille rencontre des difficultés liées à la scolarité: achat d'effets scolaires, de vêtements, de lunettes de vue..., que l'élève soit boursier ou non, elle (et non l'élève mineur) peut faire une demande d'aide financière auprès de l'assistante sociale.

Pour avoir droit à ces aides financières, l'élève n'a pas besoin d'être boursier. Ce sont les ressources de la famille qui déterminent l'octroi ou non de l'aide demandée.

Le fait de bénéficier du fonds social des cantines n'empêche pas de bénéficier du fonds social collégien.

Le fait que le montant de la demi-pension soit déduit de la bourse ne doit pas être un obstacle à ce que l'élève mange à la cantine compte-tenu des différentes aides qui existent.

Rappel : La bourse est donnée à la famille pour aider à la scolarisation de l'élève. En aucun cas l'élève, mineur, est détenteur de l'argent et le gère à la place de ses parents.

VII - EVALUATION DU TRAVAIL SCOLAIRE

Le dossier scolaire, les devoirs et les résultats sont consultables en permanence sur PRONOTE. Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, les bilans périodiques sont consultables par les familles sur le Livret Scolaire Unique. Sur demande expresse écrite du responsable légal, l'établissement peut en délivrer une copie.

Un code d'accès est fourni à chacun des responsables légaux de l'élève à l'entrée en 6^è. Ce code est valable durant toute la scolarité de l'élève au collège Les Mascareignes.

En cas de difficulté scolaire rencontrée par l'élève, il est conseillé à la famille de prendre un rendez-vous avec le professeur concerné.

A l'occasion du conseil de classe, des distinctions peuvent être attribuées. Le conseil de classe a toute latitude pour apprécier chaque cas individuel.

1 - félicitations avec mention d'excellence

2 - félicitations

3 - tableau d'honneur

4 - encouragements pour récompenser le sérieux, la volonté, l'effort, le progrès, le comportement d'un élève face à son travail.

➤ Stages et séquences d'observation en milieu professionnel :

Une séquence d'observation de 5 jours en milieu professionnel est obligatoire et intégrée au parcours de découverte des métiers et des formations des élèves de 3^{ème}. Ces stages se déroulent dans les entreprises, les associations, les administrations, les établissements publics ou les collectivités territoriales, aux conditions prévues par le code du travail. Une convention-type définit l'organisation de ces stages et précise les règles protectrices pour les mineurs de moins de 16 ans.

VIII - MESURES DE PREVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Préalablement à la mise en œuvre de la procédure disciplinaire, le chef d'établissement et l'équipe éducative doivent rechercher, en application de l'article R.511-12 du code de l'Education, toute mesure utile de nature éducative.

VIII - A - INITIATIVES PONCTUELLES DE PREVENTION

Il s'agit de mesures qui visent à prévenir la survenance d'un acte répréhensible, par exemple la confiscation d'un objet dangereux. Il peut être aussi prononcé une mesure qui consiste à obtenir un engagement écrit de l'élève sur des objectifs précis en termes de comportement.

VIII - B - LA COMMISSION EDUCATIVE (art. R511-19-1 du Code de l'Education)

Son rôle a été renforcé et ses missions définies sur le plan réglementaire. Sa composition a été arrêtée par le conseil d'administration du 25/10/2011 et elle est inscrite au règlement intérieur. Elle a pour mission d'examiner la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie de l'établissement ou qui ne répond pas à ses obligations, parfois suite à des incidents graves ou récurrents. Elle doit favoriser la recherche d'une réponse éducative personnalisée, afin d'éviter, autant que faire se peut, d'avoir à infliger des sanctions. Elle a pour but d'amener l'élève à s'interroger sur le sens de sa conduite, les conséquences de ses actes pour lui-même et autrui. Il s'agit de l'aider à mieux appréhender le sens des règles de la vie collective au sein de l'établissement ou à l'extérieur. Elle peut proposer au jeune un engagement d'atteindre des objectifs précis et évaluables, sous forme orale ou écrite, signé ou non. Elle assure le suivi des mesures prises. Le représentant légal de l'élève est associé à la tenue de la commission.

Elle est composée de : la direction, un CPE, l'infirmière, l'assistante sociale, 2 représentants des enseignants, 1 représentant des atos, 2 représentants des parents d'élèves et du professeur principal de la classe.

VIII - C - PUNITIONS SCOLAIRES ET SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Les incivilités et les manquements au règlement intérieur et aux règles de la vie collective feront l'objet soit de punitions décidées par les personnels, soit de sanctions disciplinaires prononcées par le chef d'établissement ou le conseil de discipline. La famille étant responsable du jeune, un dialogue sera établi avec celle-ci pour une prise de conscience des faits reprochés. Les mesures éducatives suivantes pourront être prises suite à un manquement au règlement intérieur :

VIII - C - 1 Les punitions scolaires

Les punitions scolaires concernent essentiellement des manquements mineurs aux obligations des élèves dans la vie de classe ou de l'établissement. Elles sont données par tout personnel du collège qui constate un manquement.

- 1 - inscription du fait sur le carnet de correspondance à faire signer obligatoirement par les parents
- 2 - excuse orale et/ou écrite
- 3 - devoir supplémentaire
- 4 - exclusion d'un cours (à caractère exceptionnel)
- 5 - retenue sur temps scolaire pour faire un devoir ou un travail non fait
- 6 - les retenues le mercredi de 12h30 à 14h30 au collège (**les moyens de transports sont à la charge des parents**)
- 7 - Si la punition n'est pas effectuée, il pourra y avoir un entretien avec le responsable légal voire l'application du VIII-C- 2.

VIII - C - 2 Les sanctions disciplinaires

L'échelle des sanctions est fixée à l'article R. 511 – 13 du code de l'éducation.

Elles concernent d'une part, les manquements graves aux obligations des élèves et d'autre part, les atteintes aux personnes et aux biens. Elles sont prononcées par le chef d'établissement ou par le conseil de discipline.

- 1 - Avertissement
- 2 - Blâme (c'est une réprimande, un rappel à l'ordre solennel adressé à l'élève, si possible en présence d'un représentant légal)
- 3 - Mesure de responsabilisation : si le chef d'établissement ou le conseil de discipline le juge opportun, une mesure alternative de nature à éviter un processus de déscolarisation tout en permettant à l'élève de témoigner de sa volonté de conduire une réflexion sur la portée de son acte et de manifester sa volonté de s'amender à travers une action positive. Elle consiste en des sanctions éducatives destinées à favoriser un processus de responsabilisation (participation en dehors des heures d'enseignement à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives). Elle peut consister en l'exécution d'une tâche au sein de l'établissement et elle est limitée à 20h. Cette proposition doit recueillir l'accord de l'élève et de son représentant légal. Lorsque l'élève a respecté son engagement, la mention de la sanction initialement prononcée est retirée du dossier administratif de l'élève, au terme de la mesure de responsabilisation ; seule la mesure alternative à la sanction y figure. Le refus d'accomplir la mesure proposée a pour effet de rendre exécutoire la sanction initialement prononcée et son inscription dans le dossier administratif de l'élève. Le renoncement à la mesure alternative par l'élève au cours de son exécution a les mêmes conséquences.

4 - exclusion temporaire de la classe : pendant l'accomplissement de la sanction, l'élève est accueilli dans l'établissement (cette exclusion ne peut excéder 8 jours).

5 - exclusion temporaire de l'établissement ou d'un service annexe (*cette exclusion ne peut excéder 8 jours*).

Des mesures d'accompagnement et de réparation peuvent être mises en place. Le chef d'établissement peut aussi saisir, en cas de nécessité les services de Police et de Justice.

6 – exclusion définitive de l'établissement

L'exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes, assortie d'un sursis total ou partiel sont exclusivement du ressort du conseil de discipline. Les manquements les plus graves au règlement intérieur donneront lieu à l'engagement d'une procédure disciplinaire, en cas de violence verbale à l'égard d'un membre du personnel ou d'un élève. Le conseil de discipline sera automatiquement saisi en cas de violence physique à l'égard d'un personnel de l'établissement.

IX - SECURITE

IX - A - UTILISATION DU MATERIEL

L'utilisation des machines et outils dans les ateliers, des instruments dans les laboratoires et en général de tout objet présentant un quelconque danger ne peut se faire que sous la conduite du professeur responsable.

IX - B - ALERTE INCENDIE

Les consignes «incendie» et «évacuation» sont réglementairement affichées dans l'établissement.

Pour permettre l'évacuation et la mise en place des secours, le stationnement de tout véhicule est interdit devant les accès de l'établissement.

Toute manipulation inappropriée des extincteurs et/ou des déclencheurs manuels est formellement interdite. La réparation ou le remplacement du matériel sera systématiquement facturée aux familles. Cf. - Article 223-1 du code pénal - supra

IX - C - EVACUATION CYCLONIQUE OU FORTES PLUIES

Lorsque l'alerte orange est annoncée le soir, dans la nuit ou assez tôt le matin les parents garderont leurs enfants à domicile. Si l'alerte orange ou l'ordre d'évacuer est déclenché à un moment où les élèves sont présents au collège, le chef d'établissement, en accord avec les services municipaux, prend toutes les dispositions pour que les enfants puissent regagner leur domicile en toute sécurité.

IX - D - PLAN PARTICULIER POUR LA MISE EN SURETE DE L'ETABLISSEMENT

Les élèves restent dans l'établissement et suivent les consignes données par le personnel. Les responsables légaux ne viennent pas au collège chercher leur enfant. A l'exception des secours, plus personne n'est autorisé à rentrer dans l'établissement ou à en sortir. Chacun suit les directives données par la sécurité civile.

ANNEXES

Les documents suivants sont annexés au règlement intérieur :

- *Charte de la laïcité*

- *Charte des règles de civilité du collégien (adoptée au CA du 25 octobre 2011)*

- *Charte informatique du collège, relative à l'usage des matériels mis à disposition et aux règles d'utilisation, notamment d'Internet.*

- *Protocole d'EPS*

**TOUT ELEVE DOIT ETRE EN POSSESSION DE SON CARNET DE LIAISON
ET DOIT ETRE EN MESURE DE LE PRESENTER AUX ADULTES DE L'ETABLISSEMENT.
L'INSCRIPTION AU COLLEGE LES MASCAREIGNES SIGNIFIE LA PLEINE ACCEPTATION
PAR LES PARENTS ET LES ÉLÈVES DES REGLES ÉDICTÉES CI-DESSUS.**

Signature de l'élève :

(Précédée de la mention « Lu et approuvé »)

Signature du responsable légal :

(Précédée de la mention « Lu et approuvé »)